



RETURN BIDS TO: RETOURNER LES SOUMISSIONS À: Bid Receiving - Environment Canada / Réception des soumissions – Environnement Canada Copier électronique : ec.soumissions-bids.ec@canada.ca BID SOLICITATION DEMANDE DE SOUMISSIONS PROPOSAL TO: ENVIRONMENT CANADA We offer to perform or provide to Canada the services detailed in the document including any attachments and annexes, in accordance with the terms and conditions set out or referred to in the document, at the price(s) provided. SOUMISSION À: ENVIRONNEMENT CANADA Nous offrons d'effectuer ou de fournir au Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans le document incluant toutes pièces jointes et annexes, les services détaillés dans le document, au(x) prix indiqué(s).	Title – Titre Calculateur 2.0 du coût moyen actualisé de l'électricité et prévision des tendances	
	EC Bid Solicitation No. /SAP No. – N° de la demande de soumissions EC / N° SAP 5000047513	
	Date of Bid solicitation – Date de la demande de soumissions 2019-11-07	
	Bid Solicitation Closes - La demande de soumissions prend fin at – à 2:00 P.M. on – le 2019-11-22	Time Zone – Fuseau horaire Heure normale de l'est
	F.O.B – F.A.B Destination.	
	Address Enquiries to - Adresser toutes questions à Angela Quan angela.quan2@canada.ca	
	Telephone No. – N° de téléphone 514-496-5979	Fax No. – N° de Fax 514-283-4439
	Delivery Required – Livraison exigée Tel qu'indiqué dans l'Énoncé des travaux.	
	Destination of Services / Destination des services Tel qu'indiqué dans l'Énoncé des travaux.	
	Security / Sécurité Aucune exigence de sécurité est associée à cette demande.	
Vendor/Firm Name and Address - Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur		
Telephone No. – N° de téléphone	Fax No. – N° de Fax	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm: (type or print) / Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
Signature	Date	



TABLE DES MATIÈRES

TITRE

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Comptes rendus

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - en période de soumission
5. Lois applicables
6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION, CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Critères d'évaluation techniques
3. Évaluation de la soumission financière
4. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Paiement
8. Instructions relatives à la facturation
9. Attestations
10. Lois applicables
11. Ordre de priorité des documents



Liste des annexes :

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Évaluation des soumissions financières et Base de paiement
Annexe C	Liste de noms du fournisseur
Annexe D	Formulaire Anciens fonctionnaires – Soumission concurrentielle



TITRE : CALCULATEUR 2.0 DU COÛT MOYEN ACTUALISÉ DE L'ÉLECTRICITÉ ET PRÉVISION DES TENDANCES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir; et |
| Partie 6 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, l'Évaluation des soumissions financières et Base de paiement, la Liste de noms du fournisseur et le Formulaire Anciens fonctionnaires – Soumission concurrentielle.

2. Sommaire

- 2.1 Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC) a un besoin de mener les recherches et analyses nécessaires sur les inducteurs de coûts qualitatifs et quantitatifs opérant pour tous les intrants de la formule de LCOE comme il est précisé dans l'énoncé des travaux, à l'annexe A de la demande de soumissions. La période du contrat est à partir de la date d'attribution du contrat **jusqu'au 31 mars 2021**.
- 2.2 Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission des instructions uniformisées 2003.
- 2.3 Pour les besoins de services, les soumissionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire, doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions.



3. Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.



PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d'achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2019-03-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit:

Sous la rubrique « Texte » à 02:

Supprimer : « Numéro d'entreprise – approvisionnement »

Insérer : « Supprimé »

À la section 02 Numéro d'entreprise – approvisionnement

Supprimer : au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 05 Présentation des soumissions, à l'alinéa 05 (2d) :

Supprimer : au complet

Insérer : « envoyer sa soumission à Environnement Canada (EC) comme il est indiqué dans la demande de soumissions »;

À la section 05 Présentation des soumissions, à l'alinéa 05 (4)

Supprimer : « soixante (60) jours »

Insérer : « cent vingt (120) jours »

À la section 06 : Soumissions déposées en retard

Supprimer : « TPSGC »

Insérer : « Environnement Canada »

À la section 07 : Soumissions retardées

Supprimer : « TPSGC »

Insérer : « Environnement Canada »

À la section 08 Transmission par télécopieur, à l'alinéa 08 (1) :

Supprimer : Au complet

Insérer : « Les soumissions peuvent être présentées par télécopieur si ce mode de communication est précisé dans l'appel d'offres »



À la section 12 Rejet d'une soumission, aux alinéas 12 (1) a. et b. :

Supprimer : Au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 17 Coentreprise, à l'alinéa 17 (1) b.:

Supprimer : « le numéro d'entreprise-approvisionnement de chaque membre de la coentreprise »

Insérer : « Supprimé »

À la section 20 Autres renseignements, à l'alinéa 20 (2) :

Supprimer : Au complet

Insérer : « Supprimé »

1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

A7035T (2007-05-25), Liste des sous-traitants proposés

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées à Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Ancien fonctionnaire – Soumission concurrentielle

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.



« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;



- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins deux (2) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province du Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.



6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Environnement Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux dans le cadre de tout contrat éventuel sera dévolu au Canada, pour les motifs suivants :

- l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est de générer des connaissances et une information pour diffusion dans le public;



PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission technique

(1 copie électronique en format PDF par courriel à ec.soumissions-bids.ec@canada.ca)

Section II: Soumission financière

(1 copie électronique en format PDF par courriel à ec.soumissions-bids.ec@canada.ca)

Section III: Attestations

(1 copie électronique en format PDF par courriel à ec.soumissions-bids.ec@canada.ca)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Note au sujet des soumissions électroniques :

Pour être prises en compte, les soumissions doivent être reçues au plus tard à 2:00 P.M. (Heure normale de l'est) à la date de clôture indiqué au page couverture. Les soumissions reçues après la date de clôture seront jugées non recevables et rejetées. Les soumissions doivent être présentées **UNIQUEMENT** à l'adresse courriel suivante :

Adresse de courriel : ec.soumissions-bids.ec@canada.ca

À l'attention de : Angela Quan

Numéro de la demande de soumissions : 5000047513

Le soumissionnaire doit veiller à ce que son nom, son adresse, la date de clôture de l'appel d'offres et le numéro de la demande de soumissions soient clairement indiqués dans le corps de son courriel. Les soumissions et les documents connexes peuvent être soumis en français ou en anglais.

La taille totale du courriel, y compris toutes les pièces jointes, ne doit pas dépasser **15 mégaoctets (Mo)**. Il revient au soumissionnaire de s'assurer de respecter cette limite.

Les soumissions envoyées par télécopieur ne seront pas acceptées.

Il se produit parfois des retards dans les systèmes de courrier électronique. Lorsqu'un message est accompagné de pièces jointes de taille importante, il peut arriver que le système en retarde la transmission. Il incombe entièrement au soumissionnaire de veiller à ce que l'autorité contractante reçoive sa soumission à temps, dans la boîte courriel qui a été identifiée pour fin de réception des soumissions. Le timbre dateur n'est pas accepté pour cette forme de transmission.



Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

La Partie 4, Procédures d'évaluation, comprend d'autres instructions que les soumissionnaires devraient considérer au moment de préparer leur soumission technique.

Section II : Soumission financière

- 1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en dollars canadiens et en conformité avec « l'Évaluation des soumissions financières et Base de paiement à l'annexe B ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément. Toutes les informations relatives au prix doivent figurer uniquement dans la soumission financière. Aucun prix ne doit être indiqué dans toute autre section de la soumission. L'offre doit couvrir la durée prescrite du contrat.

Les soumissionnaires doivent soumettre leur prix FAB destination; les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, s'il y a lieu; et les taxes applicables exclues.

1.2 Ventilation du prix

Dans leur soumission financière, les soumissionnaires devraient fournir une ventilation de prix pour les éléments suivants des travaux, le cas échéant:

- (a) Honoraires professionnels : Pour chaque individu et (ou) catégorie de main-d'œuvre, indiquer (i) le taux horaire ferme ou le taux quotidien ferme y compris les frais généraux et le profit, et (ii) le nombre estimatif d'heures ou de jours de travail correspondant. Les soumissionnaires devraient préciser le nombre d'heures comprises dans une journée de travail.

Les honoraires professionnels doivent comprendre le coût estimatif total de tous les frais déplacement et de subsistance qui peuvent devoir être engagés pour:

- (i) des travaux décrits à la Partie 6, clauses du contrat subséquent, de la demande de soumissions qui doivent être exécuter à l'intérieur de la région de la capitale nationale (RCN). La région de la capitale nationale est définie dans la *Loi sur la capitale nationale*, L.R. 1985, ch. N-4 1985, art. 2, qui peut être consultée sur le site Web du ministère de la Justice à l'adresse suivante:

<http://laws.justice.gc.ca/fra/lois/N-4>;



- (ii) tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et la RCN; et
- (iii) réinstaller des ressources

afin de répondre aux conditions de tout contrat subséquent. Ces frais ne peuvent pas être imputés directement et séparément des honoraires professionnels à tout contrat subséquent qui pourrait découler de la demande de soumissions.

- (b) Équipement (s'il y a lieu) : Les soumissionnaires devraient préciser tous les articles qui devront être achetés et fournir la base d'établissement des prix pour chacun d'entre eux, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, s'il y a lieu.
- (c) Matériaux et fournitures (s'il y a lieu) : Les soumissionnaires devraient indiquer toutes les catégories de matériaux et de fournitures qui devront être achetées et fournir la base d'établissement des prix pour chacune d'entre elles. Les soumissionnaires devraient indiquer pour chaque catégorie s'il est probable que les articles soient consommés durant la période de tout contrat subséquent ;
- (d) Frais de déplacement et de subsistance (s'il y a lieu) : Les soumissionnaires devraient indiquer le nombre de voyages et le nombre de jours de chaque voyage, le coût, la destination et le but de chaque voyage, conjointement avec la base d'établissement de ces coûts qui ne doivent pas excéder les limites des indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du *Conseil national mixte* et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »
- (e) Sous-traitants, s'il y a lieu : Les soumissionnaires devraient indiquer tous les sous-traitants proposés et fournir dans leur soumission financière pour chacun d'entre eux une ventilation de prix.
- (f) Autres frais directs, s'il y a lieu : Les soumissionnaires devraient identifier toutes les catégories d'autres frais directs prévus, comme les communications interurbaines et les locations, en fournissant la base d'établissement des prix pour chacune d'entre elles et en expliquant la pertinence par rapport aux travaux décrits à la Partie 6 de la demande de soumissions.
- (g) Taxes applicables: Les soumissionnaires doivent indiquer séparément les taxes applicables.

1.3 Les soumissionnaires devraient inclure l'information suivante dans leur soumission financière:

- (a) leur appellation légale;
- (b) Le nom de la personne-ressource (y compris son adresse postale, ses numéros de téléphone et télécopieur, et son adresse courriel) autorisée par le soumissionnaire à entrer en communications avec le Canada relativement à leur soumission et à tout contrat subséquent pouvant découler de leur soumission.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.



PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION, CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA SOUMISSION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Introduction

Pour combler le besoin décrit aux présentes, l'expérience du soumissionnaire doit se rapporter à des travaux que le soumissionnaire a réalisés à contrat pour des clients ne faisant pas partie de sa propre organisation. Dans le cas d'une coentreprise, il sera tenu compte de l'expérience combinée des parties qui forment la coentreprise dans l'évaluation de l'expérience du soumissionnaire.

Les éléments d'expérience mentionnés sans données à l'appui pour décrire où et comment ils ont été acquis ne seront pas pris en compte.

1.2 Processus d'évaluation

Toutes les soumissions seront évaluées conformément au processus décrit ci-dessous.

Le processus d'évaluation et la sélection de l'Entrepreneur se divisent en quatre étapes:

- i. Évaluation de conformité aux critères techniques obligatoires;
- ii. Évaluation des critères d'évaluation techniques cotés;
- iii. Évaluation de la soumission financière;
- iv. Méthode de sélection de l'Entrepreneur gagnant.

Il ne sera pas communiqué aux soumissionnaires l'état d'avancement de leurs soumissions, ni de cote ou résultat provisoire, ni d'autres renseignements du genre jusqu'à ce que toutes les soumissions aient été évaluées et que le contrat ait été attribué.

Même si l'évaluation et la sélection se déroulent par étapes, le passage à une autre étape, quelle qu'elle soit, ne doit pas être réputé signifier que le Canada a définitivement jugé que la soumission à l'étude a réussi les étapes précédentes.

2. Critères d'évaluation techniques

Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou des employés d'un sous-traitant, ou ces personnes peuvent être des entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire sous-traiterait une partie des travaux.

Pour l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme d'enseignement, à l'exception de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif formel dans un établissement postsecondaire. Pour toute exigence spécifiant une période particulière (par exemple, 2 ans) d'expérience



professionnelle, le Canada ne tiendra aucun compte des informations relatives à l'expérience si la soumission technique ne comprend pas les dates pertinentes (mois et année) pour l'expérience revendiquée (par exemple, la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la durée pendant laquelle la ressource a réellement travaillé à un projet ou à des projets (à partir de sa date de début à sa date de fin) au lieu de la date de début et de la date de fin d'un projet ou d'une combinaison de projets auxquels une ressource a participé.

Pour que l'expérience de travail soit prise en considération par le Canada, la soumission technique ne doit pas simplement indiquer le titre du poste de la personne, mais doit démontrer que la ressource dispose de l'expérience de travail requise en expliquant les responsabilités et le travail effectué par la personne en poste. Dans les cas où une ressource proposée travaillait simultanément sur plusieurs projets, la durée de toute période de chevauchement ne sera comptée qu'une fois pour toute exigence liée à la durée de l'expérience.

Il est de la responsabilité du soumissionnaire de veiller à ce qu'un niveau suffisant d'information est inclus dans la soumission afin de permettre une évaluation exacte de la soumission par l'équipe d'évaluation.

2.1 Critères d'évaluation technique obligatoires

On examinera chaque soumission pour déterminer si elle satisfait aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne respectent pas l'ensemble des exigences obligatoires seront déclarées non recevables.

Critères obligatoires	Conforme (Oui / Non)
O1. Au moins l'un des membres de l'équipe de l'entrepreneur DOIT détenir une maîtrise en économie, en comptabilité ou dans un domaine connexe des affaires, comme les finances d'entreprise ou l'analyse de rentabilisation. Les domaines : éthique des affaires, relations industrielles, relations de travail et droit des affaires ne seront pas acceptés.	
O2. Au moins l'un des membres de l'équipe de l'entrepreneur DOIT posséder au moins deux (2) ans (*) d'expérience dans le secteur canadien de l'électricité. (*) L'expérience doit avoir été acquise à titre professionnel (l'expérience universitaire ne compte pas).	

2.2 Critères financiers obligatoires

Critères financiers obligatoires	Conforme (Oui / Non)
OF1. Le budget maximal pour ce projet est de 50 000,00 \$ (taxes exclues). La soumission financière ne doit pas dépasser le budget maximum.	

Une réponse négative à une des exigences obligatoires entraînera le rejet de la proposition sans aucune autre considération.

2.3 Critères d'évaluation technique cotés par points

Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, lesquelles sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou au moyen de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.

Pour que la soumission soit jugée admissible, le soumissionnaire doit obtenir une note de passage de 67 points à l'évaluation technique selon la grille ci-dessous. Les soumissions qui obtiennent moins de 67 points seront jugées non recevables.

Chaque proposition qui remplit les critères obligatoires sera évaluée et cotée conformément aux critères décrits ci-après et à la pondération décrite au Tableau 1.

Tous les renseignements pertinents pouvant permettre à Environnement et Changement climatique Canada d'attribuer une note adéquate à la proposition en fonction des critères énumérés ci-dessous doivent être inclus. Les renseignements non inclus dans la proposition ne seront pas pris en compte.

Proposition technique (C1)

La proposition doit décrire l'approche technique, la méthodologie et les sources de données utilisées. L'approche, la méthodologie et les étapes précises proposées pour atteindre chaque produit livrable dans l'énoncé des travaux doivent être présentées en détail. L'approche et la méthodologie proposées doivent permettre d'atteindre les objectifs du projet tout en étant techniquement réalisables.

Les avantages de l'approche proposée doivent être présentés.

Les problèmes possibles et les défis qui pourraient survenir et avoir une incidence sur la qualité et l'exécution du projet doivent être présentés et accompagnés de solutions réalistes.

Plan de travail et calendrier (C2)

La proposition doit présenter un plan de travail détaillé qui démontre comment l'entrepreneur mènera à bien les tâches décrites dans l'énoncé des travaux qui sont nécessaires à la réalisation des objectifs. Le plan de travail détaillé inclura également un calendrier décrivant



les principales activités et étapes. Le plan de travail détaillé doit être conforme à l'approche proposée et au budget. La faisabilité du plan de travail sera évaluée.

Les ressources affectées à chaque tâche seront évaluées pour vérifier que l'approche et la méthodologie proposées peuvent être exécutées. Les qualifications et l'expérience des ressources affectées à chaque tâche seront également évaluées.

Au moins l'un des membres de l'équipe de l'entrepreneur doit détenir une maîtrise en économie, en comptabilité ou dans un domaine connexe des affaires, comme les finances d'entreprise ou l'analyse de rentabilisation. Les domaines : éthique des affaires, relations industrielles, relations de travail et droit des affaires ne seront pas acceptés. Les autres membres de l'équipe doivent posséder des connaissances approfondies sur le secteur canadien de l'électricité et une longue expérience dans ce secteur. Ces connaissances spécialisées peuvent avoir été obtenues grâce à une combinaison acceptable d'études, de formation ou d'expérience.

La proposition doit comprendre les curriculum vitae de tous les membres du personnel qui travailleront au projet, y compris ceux qui auront un rôle de remplacement. Les curriculum vitae doivent démontrer clairement l'étendue des connaissances et de l'expérience de travail pertinente antérieure, ainsi que les compétences en recherche et en analyse liées au secteur canadien de l'électricité du personnel professionnel affecté au projet.

L'entrepreneur devra décrire comment l'assurance qualité sera abordée tout au long du projet. La proposition doit indiquer comment l'assurance qualité sera appliquée à la gestion du projet, mais également aux données, à l'analyse et aux résultats.

La proposition doit comprendre des détails suffisants pour l'évaluation des qualifications et de l'expérience des membres du personnel professionnel qui seront affectés au projet, relativement à leur participation et à leurs responsabilités dans chaque tâche du projet. Les qualifications et l'expérience du personnel affecté à ces travaux seront évaluées. Les examinateurs détermineront si le personnel possède l'expérience et les qualifications nécessaires pour assumer le niveau de responsabilité et de participation à chaque tâche.

Expérience de l'équipe du projet (C3)

La proposition doit être suffisamment détaillée pour que les examinateurs puissent évaluer l'expertise, les connaissances et l'expérience de l'entrepreneur en matière d'élaboration d'estimations et de prévisions économiques liées au secteur canadien de l'électricité.

La proposition doit être suffisamment détaillée pour que les examinateurs soient en mesure d'évaluer l'expertise, la connaissance et l'expérience de l'entrepreneur dans l'élaboration de cadres ou d'outils analytiques conviviaux.

Composante de gestion (C4)

La proposition doit indiquer les qualifications et l'expérience du gestionnaire affecté au projet. L'expérience du gestionnaire de projet dans la gestion de projets ayant une portée et un budget semblables et liés au secteur canadien de l'électricité devra être démontrée. Le gestionnaire de projet présentera l'expérience du gestionnaire de projet dans la direction, la coordination et la gestion d'équipes multidisciplinaires axées sur le secteur canadien de

l'électricité. Par ailleurs, l'expérience du gestionnaire de projet à propos du travail en étroite collaboration avec un client sera évaluée.

Des solutions de rechange en matière de gestion de projet doivent être démontrées et ces solutions seront évaluées.

Qualité générale de la proposition (C5)

La qualité générale de la proposition sera évaluée par les examinateurs à des fins de clarté, d'organisation et de logique. La proposition ne doit pas dépasser 25 pages (8 po sur 11 po) et la taille de la police de caractères doit être de 12 points. La limite quant à la longueur n'inclut pas les pages couvertures, la table des matières, les graphiques ou les tableaux qui illustrent les échéanciers ou les plans de travail détaillés. Les graphiques et tableaux peuvent être sur des pages mesurant 11 po sur 17 po. Des annexes peuvent être utilisées pour des renseignements supplémentaires, comme des curriculums vitæ, des brochures, des exemples de rapports antérieurs, ou toute autre information supplémentaire qui est appropriée dans les annexes.

Tableau 1 : Critères cotés

Critères cotés	Note maximale	Note	Référence (Page de la soumission confirmant le respect du critère)
C1. Proposition technique (note de passage : 14 points, note maximale : 20 points) Aucun point autre que ceux énumérés pour chaque critère individuel ne sera attribué.			
La proposition décrit une approche méthodologique exhaustive pour mener à bien tous les aspects du projet, y compris : A) L'approche et la méthode proposée	14 points		
(14 pts) La description de l'approche et de la méthode techniques est suffisamment détaillée et comprend une description de chaque étape suivie pour réaliser chaque produit livrable dans l'énoncé des travaux et les sources des données. L'approche et la méthode sont complètes, réalistes et réalisables sur le plan technique; l'approche procure des avantages, sans compromis.			
(10,5 pts) La description de l'approche et de la méthode techniques, dont une description de chaque étape suivie pour réaliser chaque produit livrable dans l'énoncé des travaux et les sources des données : a) omet certains détails OU b) n'est pas réaliste et réalisable sur le plan technique. L'approche offre certains avantages.			
(7 pts) La description de l'approche et de la méthode techniques est incomplète ou irréaliste, ou infaisable sur le plan technique OU les avantages de l'approche ne sont pas convaincants.			
(3,5 pts) La description de l'approche et de la méthode			



<p>techniques est incomplète OU irréaliste OU infaisable sur le plan technique OU l'approche ne procure aucun avantage.</p> <p>(0 pt) Les avantages de l'approche proposée ne sont pas présentés.</p>			
<p>B) Les problèmes et difficultés qui pourraient se présenter et qui auraient des répercussions sur la qualité ou l'exécution du projet et les solutions proposées.</p> <p>(6 pts) Les problèmes et difficultés qui pourraient se présenter et qui auraient des répercussions sur la qualité OU l'exécution du projet sont clairement décrits et illustrent une approche et une compréhension réalistes du projet, et les solutions proposées sont réalistes et s'inscrivent dans la portée du projet.</p> <p>(4 pts) Les problèmes et difficultés qui pourraient se présenter et qui auraient des répercussions sur la qualité ou l'exécution du projet ne sont pas décrits de façon claire ou sont incomplets, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas entièrement compatibles avec l'énoncé des travaux ou l'approche proposée par l'entrepreneur OU les solutions proposées ne sont pas suffisantes pour régler les problèmes ou débordent de la portée du projet comme décrit dans l'énoncé des travaux.</p> <p>(2 pts) Les problèmes et difficultés qui pourraient se présenter et qui auraient des répercussions sur la qualité ou l'exécution du projet sont mal décrits OU ne démontrent pas une compréhension exhaustive du projet.</p> <p>(0 pt) Les problèmes, les difficultés et les solutions ne sont pas indiqués.</p>	<p>6 points</p>		
<p>C2. Plan de travail et calendrier (note de passage : 11 points, note maximale : 15 points) Aucun point autre que ceux énumérés pour chaque critère individuel ne sera attribué.</p>			
<p>A) La proposition renferme un calendrier et un plan de travail détaillés qui illustrent un engagement envers l'atteinte des objectifs et des produits livrables du projet à temps, et la façon dont l'assurance de la qualité sera exécutée tout au long du projet. Le barème suivant sera utilisé pour évaluer ce critère :</p> <p>(10 pts) Le plan de travail est détaillé et fournit une compréhension claire et logique des objectifs de l'énoncé des travaux, et l'assurance de la qualité est abordée.</p> <p>(8 pts) Les objectifs de l'énoncé des travaux et l'assurance de la qualité sont abordés, mais il manque certains détails.</p> <p>(4 pts) Le plan de travail affiche une certaine compréhension des objectifs de l'énoncé des travaux et de l'assurance</p>	<p>10 points</p>		



<p>de la qualité, mais il manque beaucoup de détails.</p> <p>(0 pt) Le soumissionnaire n'a pas inclus de calendrier ni de plan de travail.</p>			
<p>B) Dans le plan de travail, des employés qualifiés et expérimentés sont affectés à chaque tâche :</p> <p>(5 pts) Pour chacune des tâches, tout le personnel affecté possède les qualifications et l'expérience antérieure nécessaires pour mener à bien la tâche en exerçant le rôle qui lui est attribué. L'expérience antérieure est d'au moins un (1) an (*);</p> <p>(4 pts) Pour chaque tâche, un nombre suffisant de membres du personnel qualifié et expérimenté est affecté à un rôle de supervision pour mener à bien la tâche.</p> <p>(3 pts) Pour certaines tâches, le personnel affecté n'a pas l'expérience ou les qualifications requises pour mener à bien la tâche.</p> <p>(2 pts) Pour la plupart des tâches ou les tâches importantes, le personnel affecté n'a ni l'expérience ni les qualifications requises pour mener à bien la tâche.</p> <p>(0 pt) Le personnel affecté à chaque tâche n'est pas mentionné.</p> <p>(*) L'expérience doit avoir été acquise à titre professionnel (l'expérience universitaire ne compte pas).</p>	<p>5 points</p>		
<p>C3. Expérience de l'équipe de projet (note de passage : 25 points, note maximale : 35 points) Aucun point autre que ceux énumérés pour chaque critère individuel ne sera attribué.</p>			
<p>Remarque : Pour mener à bien le processus d'examen, les entrepreneurs sont encouragés à décrire d'entrée de jeu les projets qu'ils souhaitent citer en tant que référence pour illustrer leur expérience dans cette section. Ils peuvent ensuite simplement diriger le lecteur vers un projet pour éviter le dédoublement des résumés de projet en double.</p> <p>A) Expérience de l'élaboration d'estimations et de prévisions économiques liées au secteur canadien de l'énergie :</p> <p>Tout au plus deux (2) projets de référence seront évalués, et chaque projet sera examiné selon le barème ci-dessous. Si plus de deux (2) projets de référence sont proposés, seulement les deux (2) premiers en ordre de présentation seront évalués. Les projets de référence doivent déjà être terminés au moment de la soumission de proposition.</p> <p>(12,5 pts) Si l'expérience est liée au secteur canadien de l'électricité.</p> <p>(9 pts) Si l'expérience est liée au secteur de l'électricité.</p> <p>(6 pts) Si l'expérience est liée à un secteur de l'énergie autre</p>	<p>25 points (maximum de 12,5 points par projet)</p>		



<p>que celui de l'électricité.</p> <p>(3 pts) Si l'expérience est liée à un autre secteur.</p> <p>(0 pt) L'expérience de l'élaboration d'estimations et de prévisions économiques n'est pas démontrée.</p>			
<p>B) Expérience de l'élaboration d'outils de prévision, d'ensemble d'équations types ou de cadres ou outils analytiques :</p> <p>Tout au plus deux (2) projets de référence seront évalués, et chaque projet sera examiné selon le barème ci-dessous. Si plus de deux (2) projets de référence sont proposés, seulement les deux (2) premiers en ordre de présentation seront évalués. Les projets de référence doivent déjà être terminés au moment de la soumission de proposition.</p> <p>(5 pts) Le soumissionnaire a mené à bien un projet qui consistait à mettre au point un outil de prévision ou un ensemble d'équations types simple et facile à utiliser comportant des intrants multiples fondé sur un ensemble d'équations de régression applicables (un ensemble d'équations de régression applicables à un outil de prévision ou un ensemble d'équations types simple).</p> <p>(3,5 pts) Le soumissionnaire a réussi à mettre au point un outil de prévision ou un ensemble d'équations types complexe comportant des intrants multiples fondé sur un ensemble d'équations de régression applicables (un ensemble d'équations de régression applicables à un outil de prévision ou un ensemble d'équations types complexe).</p> <p>(2 pts) Le soumissionnaire a réussi à mettre au point un outil de prévision ou un ensemble d'équations types simple comportant peu d'intrants et fondé sur un ensemble d'équations de régression (un modèle simple à un outil de prévision simple).</p> <p>(0 pt) Le soumissionnaire n'a pas réussi à mettre au point un outil de prévision ou un ensemble d'équations types fondé sur un ensemble d'équations de régression applicables.</p>	<p>10 points (maximum de 5 points par projet)</p>		
<p>C4. Composante de gestion (note de passage : 17 points, note maximale : 25 points)</p> <p>Aucun point autre que ceux énumérés pour chaque critère individuel ne sera attribué.</p>			
<p>Remarque : Pour le critère C4, tous les projets cités en référence devraient avoir duré au moins quatre (4) mois et devraient avoir été exécutés dans les dix (10) ans qui précèdent la date de clôture des soumissions.</p>			



<p>Le soumissionnaire devrait fournir une référence pour chaque projet entrepris par le gestionnaire de projet proposé. Chaque référence citée devrait être accompagnée des renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Nom de l'organisation cliente;• Description du projet, y compris du rôle joué par le soumissionnaire;• Durée du projet, y compris les dates de début et de fin;• Nom de la personne-ressource du client, son poste, son numéro de téléphone et son adresse courriel. Il est possible que nous communiquions avec les clients afin de confirmer les renseignements sur le projet qui figurent dans la proposition. <p>Si, pour les critères cotés C4-A, C4-B et C4-C, nous sommes incapables de communiquer avec le client dans les cinq jours ouvrables suivant la date de clôture de la soumission, le soumissionnaire recevra la note de zéro (0).</p> <p>A) Le soumissionnaire doit démontrer, à l'aide d'une description de projet, que le gestionnaire de projet proposé possède de l'expérience liée au secteur canadien de l'électricité dans le cadre de projets dont la portée et le budget sont semblables. Tout au plus deux (2) projets de référence seront évalués, et chaque projet sera examiné selon le barème ci-dessous. Si plus de deux (2) projets de référence sont proposés, seulement les deux (2) premiers en ordre de présentation seront évalués. Les projets de référence doivent déjà être terminés au moment de la soumission de proposition.</p> <p>(5 pts) Le gestionnaire de projet proposé a géré des projets d'une portée et d'un budget semblables ou supérieurs et qui étaient directement liés au secteur canadien de l'électricité.</p> <p>(3 pts) Le gestionnaire de projet proposé a géré des projets d'une portée et d'un budget semblables ou supérieurs et qui étaient directement liés au secteur de l'énergie, mais non au secteur canadien de l'électricité.</p> <p>(1,5 pt) Le gestionnaire de projet proposé a géré des projets de portée ou de budget semblables, mais qui ne touchaient pas le secteur de l'énergie.</p> <p>(0 pt) Aucun projet de référence fourni.</p>	<p>10 points (maximum de 5 points par projet)</p>		
<p>B) Le soumissionnaire doit démontrer, au moyen d'une description du ou des projets, que le gestionnaire de projet proposé possède de l'expérience de la gestion d'un projet complexe, dont la capacité de faire preuve de leadership et de coordonner ou de gérer une équipe dans un contexte multidisciplinaire. Tout au plus deux (2) projets de référence seront évalués, et chaque projet</p>	<p>6 points (maximum de 3 points par projet)</p>		



<p>sera examiné selon le barème ci-dessous. Si plus de deux (2) projets de référence sont proposés, seulement les deux (2) premiers en ordre de présentation seront évalués. Les projets de référence doivent déjà être terminés au moment de la soumission de proposition.</p> <p>(3 pts) Le gestionnaire de projet proposé a géré plusieurs projets complexes, assuré le leadership, la coordination et la gestion au sein d'une équipe multidisciplinaire.</p> <p>(1,5 pt) Le gestionnaire de projet proposé a peu d'expérience de la gestion de projets complexes, du leadership, de la coordination ou de la gestion au sein d'une équipe multidisciplinaire.</p> <p>(0 pt) Aucun projet de référence fourni.</p>			
<p>C) Le soumissionnaire doit démontrer, au moyen d'une description du ou des projets, que le gestionnaire de projet proposé possède de l'expérience du travail en étroite collaboration avec des clients et, dans le cadre d'un projet, qu'il a déterminé les tâches à réaliser dans le cadre du projet avec le client et à la satisfaction de ce dernier. Tout au plus deux (2) projets de référence seront évalués, et chaque projet sera examiné selon le barème ci-dessous. Si plus de deux (2) projets de référence sont proposés, seulement les deux (2) premiers en ordre de présentation seront évalués. Les projets de référence doivent déjà être terminés au moment de la soumission de proposition.</p> <p>(3,5 pts) Le gestionnaire de projet proposé possède de l'expérience du travail en étroite collaboration avec des clients et, dans le cadre d'un projet, il a déterminé les tâches à réaliser dans le cadre du projet avec le client et à la satisfaction de ce dernier. Le gestionnaire de projet proposé possède de l'expérience dans l'intégration de points de décision importants pour aller de l'avant ou non, c'est-à-dire ceux qui pourraient mettre un terme au contrat.</p> <p>(2 pts) Le gestionnaire de projet proposé possède de l'expérience du travail en étroite collaboration avec des clients, mais pas dans l'intégration de points de décision importants pour aller de l'avant ou non.</p> <p>(1 pt) Le gestionnaire de projet proposé possède de l'expérience du travail en collaboration avec des clients, mais autrement qu'en étroite collaboration.</p> <p>(0 pt) Aucun projet de référence fourni.</p>	<p>7 points (maximum de 3,5 points par projet)</p>		



D) Détails sur les remplaçants du gestionnaire de projet proposé et leurs aptitudes.		2 points		
(2 pts)	Les détails sur le remplaçants proposés à titre de gestionnaire de projet sont présentés, et le remplaçant proposé à titre de gestionnaire de projet possède les qualifications requises pour être gestionnaire de projet, comme défini sous C3.			
(1 pt)	Les détails sur les remplaçants ne sont pas clairement présentés, OU le remplaçant proposé à titre de gestionnaire de projet ne satisfait pas à de nombreuses exigences relatives à la gestion du projet.			
(0 pt)	Aucune mention du remplaçant proposé à titre de gestionnaire de projet ou de ses qualifications.			
Note Totale		Note maximale : 95 points Note de passage : 67 points		

3. Évaluation de la soumission financière

Une fois que l'évaluation des soumissions techniques sera complétée, la soumission financière sera ouverte et évaluée par l'autorité contractante. Les notes techniques ne changeront pas une fois que la soumission financière aura été consultée.

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, destination FAB, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Le prix total de la soumission pour évaluation sera établi conformément à l'Annexe B - Base de paiement et fiche d'évaluation de la soumission financière. Les soumissionnaires doivent remplir toutes les cases de l'Annexe B pour que leurs soumissions soient jugées recevables.

Remarque : une case ne peut pas rester vide. Si un montant de 0,00 \$ ou NUL est indiqué dans la soumission pour une partie du travail, le soumissionnaire doit comprendre que tout travail connexe doit être exécuté pour la valeur monétaire indiquée dans la soumission (c.-à-d. 0 \$).

La soumission financière représentera le total combiné pour toutes les colonnes à l'Annexe B – Évaluation des soumissions financières et Base de paiement – Tableau 1.

À défaut de compléter l'Annexe B – Évaluation des soumissions financières et Base de paiement, selon les instructions ci-hauts, la soumission du soumissionnaire sera jugée non-conforme.



4. Méthode de sélection

Note combinée la plus élevée de valeur technique (75%) et de prix (25%)

La sélection sera basée sur la meilleure note combinée de mérite technique et de prix. Le ratio sera de 75% pour le mérite technique et 25% pour le prix.

- (a) Pour être jugée recevable, une soumission doit:
 - (i) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - (ii) satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - (iii) obtenir le nombre minimal de points requis spécifié pour chaque critère pour l'évaluation technique; et
 - (iiii) obtenir le nombre **minimal requis de 67 points** pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui font l'objet d'une cotation numérique. L'évaluation se fait sur une **échelle de 95 points**.
- (b) Les soumissions ne répondant pas aux critères (i), (ii), (iii) ou (iiii) seront jugées non recevables.
- (c) La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 75% sera accordée au mérite technique et une proportion de 25% sera accordée au prix.
- (d) Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 75%.
- (e) Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 25%.
- (f) Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
- (g) La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le total de la pondération technique et du prix sert à calculer la note finale. Le contrat sera octroyé à l'entreprise qui obtient le pointage global le plus élevé. En cas d'égalité entre plusieurs soumissions, celle qui aura reçu la plus haute cotation technique sera retenue.

$$\text{Note Technique} = \frac{\text{Note technique du soumissionnaire}}{95} \times 75 = \text{XXX}$$

$$\text{Note Financière} = \frac{\text{Soumission la moins élevée}}{\text{Coût du soumissionnaire}} \times 25 = \text{XXX}$$

$$\text{Note totale} = \text{Note Technique} + \text{Note Financière}$$

En cas d'égalité, la proposition ayant obtenu la note la plus élevée pour l'évaluation technique sera retenue.

Exemple de calcul

		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		67/95	75/95	80/95
Prix évalué de la soumission		40,000.00\$	50,000.00\$	30,000.00\$
Calculs	Note pour le mérite technique	$67/95 \times 75 = 52.89$	$75/95 \times 75 = 59.21$	$80/95 \times 75 = 63.16$
	Note pour le prix	$30/40 \times 25 = 18.75$	$30/50 \times 25 = 15$	$30/30 \times 25 = 25$
Note combinée		71.64	74.21	88.16
Évaluation globale		3 ^e	2 ^e	1 ^{er}



PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Anciens fonctionnaires – Soumission concurrentielle

Les contrats attribués aux anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires devront, avant l'attribution du contrat, fournir les renseignements exigés ci-après. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis, n'ont pas été fournis à la date de la fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai qui lui est imparti pour fournir l'information. Le défaut de répondre à la demande du Canada et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence de rendre la soumission irrecevable.

Le soumissionnaire doit remplir le formulaire ci-joint « Anciens fonctionnaires – Soumission concurrentielle » à l'annexe D.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.



2.1 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

2.2 Études et expérience

Clause du Guide des CCUA de TPSGC A3010T (2010-08-16), Études et expérience



PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2010B (2018-06-21) Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Les conditions générales 2010B sont modifiées comme suit:

À la section 12 Frais de transport

Supprimer: Au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 13 Responsabilité du transporteur

Supprimer: Au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 18 Confidentialité

Supprimer: Au complet

Insérer : « Supprimé »

Insérer la section : « 35 Responsabilité »

« L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat. »

A. Besoins en services professionnels où les produits livrables sont des œuvres protégeables par droit d'auteur :

À la section 19 Droits d'auteur

Supprimer: Au complet



- Insérer :** « 1. Dans cet article,
- « matériel » comprend tout ce qui est développé ou créé par l'entrepreneur en vertu des travaux prévus au contrat, et qui est protégé par des droits d'auteur.
- « renseignements de base » désigne toute propriété intellectuelle autre que les renseignements originaux qui est incorporée dans les travaux ou nécessaire à l'exécution des travaux, qu'elle soit la propriété de l'entrepreneur ou d'un tiers;
- « renseignements originaux » désigne toute propriété intellectuelle conçue, développée, produite ou mise en application pour la première fois dans le cadre des travaux prévus au contrat.
2. Tout ce qui est créé ou conçu par l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux prévus au contrat et qui est protégé par des droits d'auteur appartient au Canada. L'entrepreneur doit apposer le symbole des droits d'auteur et indiquer l'un ou l'autre des avis suivants, selon le cas : © Sa Majesté la Reine du chef du Canada (année) ou © Her Majesty the Queen in right of Canada (year).
3. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada, à la fin des travaux ou à tout autre moment déterminé par l'autorité contractante, une renonciation définitive écrite aux droits moraux au sens de la [Loi sur le droit d'auteur](#), L.R. 1985, ch. C-42, de forme acceptable à l'autorité contractante, de la part de chaque auteur qui a contribué aux travaux. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur, l'entrepreneur renonce définitivement à ses droits moraux.
4. Le Canada détient tous les droits de propriété intellectuelle sur le matériel dès leur conception. L'entrepreneur ne détient aucun droit de propriété intellectuelle, sauf tout droit qui peut lui être accordé par écrit par le Canada.
5. L'entrepreneur accorde au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, de portée mondiale, entièrement payée et libre de redevances qui l'autorise à utiliser les renseignements de base dans la mesure où cela est jugé nécessaire pour permettre au Canada d'exercer pleinement ses droits d'utiliser le matériel. Cette licence ne peut être limitée d'aucune façon par l'entrepreneur en donnant un avis prévoyant le contraire, incluant le texte apparaissant sur une licence emballée sous film plastique et accompagnant un bien livrable. »

3. Exigences relatives à la sécurité

- 3.1** Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au **31 mars 2021 inclusivement**.



5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Angela Quan

Spécialiste en approvisionnement
Environnement et Changement climatique Canada
105 McGill, 5^e étage, Montréal QC H2Y 2E7
Téléphone : 514-496-5979
Télécopieur : 514-283-4439
Adresse courriel : angela.quan2@canada.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

(Il sera identifié lors de l'attribution du contrat.)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - _____
Télécopieur : ____ - ____ - _____
Adresse courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le Représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

(Il sera identifié lors de l'attribution du contrat.)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - _____



Télécopieur : ____-____-_____
Adresse courriel : _____

6. Divulgaration proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7. Paiement

7.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (*le montant sera inséré au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

7.2 Limitation des dépenses

- (a) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ (*le montant sera inséré au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
- (b) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - (i) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - (ii) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - (iii) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.
- (c) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.



7.3 Vérification du temps

C0705C (2010-01-11) Contrôle du temps

7.4 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204 - demande directe du ministère client

8. Instructions relatives à la facturation

8.1 Paiements d'étape

8.1.1 Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé à l'annexe B dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat, si :

- (a) une demande de paiement exacte et complète et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.
- (d) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout article livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

9. Attestations

9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

10. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province de Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.



11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010B les conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) (2018-06-21) telles que modifiées;
- c) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe B, Évaluation des soumissions financières et Base de paiement;
- e) l'Annexe C, Liste de noms du fournisseur;
- f) l'Annexe D, Formulaire Anciens fonctionnaires – Soumission concurrentielle;
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, clarifiée le _____ ou modifiée le _____ (*Sera inséré au moment de l'attribution du contrat.*)



ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Titre : Calculateur 2.0 du coût moyen actualisé de l'électricité et prévision des tendances

1. Introduction

Le coût moyen actualisé de l'électricité (CMAE) est une mesure acceptée pour comparer les sources de production d'électricité en fonction de leur capacité à fournir l'électricité la moins chère. En tant que source d'information, les valeurs du CMAE sont fréquemment utilisées pour évaluer l'exactitude des prévisions des modèles. Ces modèles peuvent comprendre ceux qui estiment les émissions, la composition du réseau électrique, etc.

Bien que le CMAE soit utile comme « contrôle de la qualité » dans les modèles d'émissions (puisque ces valeurs sont très sensibles aux prix de l'énergie et aux autres coûts d'exploitation), les représentants d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) doivent comprendre les conséquences de ces élasticités du coût et la façon dont elles réagissent aux divers facteurs (économiques).

Le présent contrat vise à mettre à jour le cadre quantitatif existant (**CALCULATEUR DU CMAE 1.0**) qui projette les tendances du CMAE pour diverses formes d'unités de production d'électricité et à mettre à jour le calculateur en ajoutant au modèle du CMAE des analyses d'élasticité du coût des variables des intrants, comme il est décrit dans les objectifs.

2. Contexte

La Division de l'électricité et de la combustion (DEC) d'ECCC recueille régulièrement de l'information économique sur diverses technologies de production d'électricité. Ces renseignements servent à prévoir les coûts de production futurs et à mieux comprendre les coûts et les avantages d'une réglementation éventuelle du secteur de l'électricité.

Le but de cette exigence de travail est d'obtenir des renseignements récents sur les estimations économiques régionales des centrales électriques au Canada. Les produits livrables permettront à ECCC de mieux connaître la faisabilité de l'ajout de divers types de centrales électriques au réseau électrique et d'élaborer les politiques futures en toute connaissance de cause.

Un outil clé utilisé pour comparer diverses technologies de production d'électricité est le CMAE. Le CMAE en \$/MWh représente en une seule valeur le total des coûts d'immobilisations et d'exploitation ainsi que de la production d'énergie d'un actif de production pendant sa durée de vie prévue.

Le CMAE est habituellement calculé comme suit :

$$CMAE = \frac{\text{Coût de construction de base} * CRC + F \text{ et } E \text{ fixes}}{8760 * \text{facteur de capacité} + F \text{ et } E \text{ variables}} + \frac{\text{coûts du combustible} * \text{débit de chaleur}}{1000}$$

où :

- **CMAE** est le coût moyen actualisé de l'électricité, exprimé en \$/mégawattheure (\$/MWh);



- **Les coûts de construction de base** sont l'investissement initial par unité de capacité (c.-à-d. coût de la centrale), exprimé en \$/mégawatt (\$/MW);
- **Le coefficient de récupération du capital (CRC)** est une fraction qui transforme les coûts en capital de base en paiements annuels :

$$CRC = \frac{r(1+r)^n}{(1+r)^n - 1}$$

r = taux de réduction : taux effectif présumé auquel les flux de revenus futurs sont escomptés,

n = durée de vie présumée d'une nouvelle centrale et période pendant laquelle l'investissement est calculé;

- **8760** est le nombre d'heures par année;
- **Le facteur de capacité** est exprimé comme un ratio entre 0 et 1. Il est calculé en divisant la quantité totale d'énergie produite par la centrale pendant une période donnée par la quantité d'énergie que la centrale aurait produite au maximum de sa capacité;
- **Les frais de fonctionnement et d'entretien fixes (F et E)** représentent la dépense annuelle par unité de capacité de production d'électricité pour le fonctionnement et l'entretien, exprimée en dollars/MW/an, qui n'est pas liée aux heures de fonctionnement réelles de l'équipement, comme la location de bâtiments et la main-d'œuvre fixe;
- **Le coût du combustible*débit de chaleur** est la dépense de combustible exprimée en dollars/MWh. Comme illustré, il s'agit du produit du débit de chaleur de l'équipement et du coût du combustible dans les unités originales. Le taux de chaleur est mesuré en unités thermiques britanniques (BTU) par kilowattheure (BTU/kWh) et le coût du combustible est exprimé en dollars par million d'unités thermiques britanniques (\$/MBTU);
- **Les dépenses de F et E variables** sont les dépenses par unité de production pour le fonctionnement et l'entretien, exprimées en \$/MWh. Cette dépense comprend les coûts qui sont étroitement liés aux heures de fonctionnement réelles de l'équipement.

Le CMAE réduit (en utilisant la valeur de rendement de l'argent) tous les coûts d'immobilisations, les coûts d'exploitation et la production d'énergie d'un actif de production donné à leur valeur actuelle équivalente. Le CMAE est une mesure utile pour comparer diverses technologies de production d'électricité, car il permet une comparaison directe entre des actifs de production hétérogènes tels que :

- Technologies de production ayant de faibles coûts d'immobilisations pour des coûts élevés d'exploitation (comme les générateurs à turbine à gaz à cycle simple), comparées aux
- Technologies de production ayant des coûts élevés d'immobilisations pour de faibles coûts d'exploitation (comme les génératrices hydroélectriques).

Les valeurs du CMAE, telles qu'elles sont décrites ci-dessus, représentent un moyen utile de comparer quantitativement les coûts de l'électricité entre les différentes unités de production; c'est-à-dire qu'il s'agit d'un bon indicateur pour la planification des décisions d'investissement, comme la construction d'une nouvelle installation de production d'électricité.



Cependant, le CMAE n'est pas un bon indicateur du rendement économique de la production d'électricité à répartir au niveau de la distribution ou du transport. La production à répartir désigne les sources d'énergie électrique qui peuvent être utilisées sur demande et réparties à la demande des exploitants de réseaux électriques, en fonction des besoins du marché sur une base horaire. Les centrales à répartition peuvent être mises en marche ou arrêtées ou leur puissance peut être ajustée en fonction du budget ou autre (par exemple, les centrales de production d'électricité continue). Cela contraste avec les sources d'énergie renouvelables intermittentes telles que l'énergie éolienne et l'énergie solaire qui ne peuvent être contrôlées par les exploitants uniquement sur la base d'un principe d'ordre économique.

Le coût de répartition du MWh d'électricité suivant est représenté par le coût marginal de production de l'électricité. Le coût marginal de production d'électricité représente l'ensemble des dépenses de F et E variables de la formule du CMAE, exprimées en \$/MWh.

Il comprend entre autres ce qui suit :

- Coûts différentiels de service (comme l'équipement qui est entretenu ou remplacé selon un calendrier fondé sur l'utilisation);
- Entretien non planifié (comme la main-d'œuvre et les matériaux nécessaires pour corriger ou résoudre des problèmes d'entretien non planifiés);
- Coûts d'élimination des déchets de combustible (comme les cendres de biomasse, les déchets nucléaires).

3. Objectifs

La DEC doit établir les tendances prospectives de tous les intrants en CMAE (comme les frais de F et E fixes, les dépenses de F et E variables), car ceux-ci sont très sensibles aux considérations qualitatives, y compris, mais sans s'y limiter, celles énumérées ci-dessous. Tel qu'il est indiqué dans le **Tableau 1 : Calendrier, produits livrables, format des rapports**, ce contrat couvrira les exercices financiers 2019-2020 et 2020-2021.

En tant que tel, l'entrepreneur est chargé d'élaborer un ensemble d'équations sensibles sur le plan économique qui fonctionne à partir du CALCULATEUR DU CMAE 1.0 et permet à la DEC de formuler des réponses aux questions qualitatives suivantes, sans s'y limiter :

- **Considérations relatives aux investissements** : Quelles sont les caractéristiques futures de l'économie canadienne (ou provinciale) par rapport à d'autres économies qui rendent plus (ou moins) attrayante la construction d'une installation de production d'électricité en particulier?
- **Considérations relatives à la logistique** : Quelles installations de transport (pipelines, capacité de transport d'électricité) existent ou seront construites de manière à fournir les biens et les services nécessaires pour soutenir une installation de production particulière?
- **Considérations relatives aux technologies émergente** : Compte tenu des considérations relatives à la logistique d'une région, quelles sont les considérations technologiques futures pour la construction d'une installation de production précise? Par exemple, les gains d'efficacité du matériel de production d'énergie solaire à court et à moyen terme rendront-ils économiquement faisable la production d'électricité dans les régions nordiques? Par ailleurs, une technologie de production d'énergie éolienne particulière (qui ne convient qu'à une région particulière) est-elle sur le point d'entrer de façon importante sur le marché de la production?
- **Coût marginal (et ses composantes)** : Le prochain MWh d'électricité réparti par type de production est explicitement modélisé.



Ce travail s'appuie sur les résultats du CALCULATEUR DU CMAE 1.0, qui calcule les coûts unitaires de l'électricité au Canada (y compris l'ensemble des provinces et des territoires). Le CALCULATEUR DU CMAE 1.0 sera mis à la disposition de tous les soumissionnaires potentiels pendant le processus d'appel d'offres. Il sera utilisé pour mettre à jour tous les intrants et en élaborer davantage en fonction des valeurs du CMAE existantes.

Les objectifs du présent contrat sont tels que l'entrepreneur est chargé de s'appuyer sur le CALCULATEUR DU CMAE 1.0 existant, y compris de mettre à jour et d'élaborer tous les intrants conformément aux exigences suivantes :

- **Adapter** les formules du CALCULATEUR 1.0 existantes à l'ensemble des unités de production d'électricité représentatives fournies par ECCC;
- **Mettre à jour et confirmer** tous les intrants existants dans les formules du CALCULATEUR 1.0 (le CALCULATEUR 1.0 mis à jour devient le CALCULATEUR 2.0);
- **Élaborer** un ensemble de données sur les tendances prospectives pour tous les **intrants en fonction des valeurs du CMAE** (à l'aide de CALCULATEUR 2.0);
- **Élaborer** un ensemble de données sur les tendances prospectives pour toutes les valeurs finales du **CMAE** (à l'aide de CALCULATEUR 2.0);
- **Présenter un rapport** écrit détaillant la méthodologie de conversion des tendances prospectives des intrants en valeurs du CMAE et d'élaboration des tendances prospectives pour toutes les valeurs du CMAE.

4. Portée des travaux

L'entrepreneur est tenu d'effectuer les recherches et les analyses nécessaires sur les facteurs de coûts qualitatifs et quantitatifs qui s'appliquent à tous les intrants de la formule du CMAE.

Les facteurs de coûts du CMAE doivent être déterminés selon le modèle de maintien du statu quo (MSQ). Cela signifie que les inducteurs de coûts ne doivent pas tenir compte des effets potentiels sur le marché des politiques et des règlements adoptés ou annoncés par les gouvernements fédéral ou provinciaux.

Le CALCULATEUR DU CMAE 2.0 doit être constitué de paramètres prévisionnels de facteurs de coûts présentant les caractéristiques suivantes :

- **Adaptable** à l'intrant de l'utilisateur;
- **Sensible** aux principaux facteurs économiques sous-jacents qui déterminent les paramètres de coûts, par exemple, les effets sur le coût du combustible d'entrée découlant des variations des prix du pétrole brut sur le marché international;
- **Illustration** de l'influence de ces paramètres de coûts sur les facteurs clés de la composition future de la production d'électricité. Par exemple, si le coût du combustible d'entrée utilisé dans les turbines au gaz naturel augmente de X % d'ici 2030, le rendement de ces turbines augmentera de X % au cours de la même période;
- **Corroboration et justification** en confirmant auprès de sources dignes de confiance et en fournissant de la documentation de recherche sur les améliorations technologiques raisonnables et prévisibles;
- **Valeurs canadiennes**, c'est-à-dire que toute donnée d'intrants doit être d'origine canadienne afin de refléter le mieux possible l'industrie canadienne de l'électricité;



- **Régional**, c'est-à-dire avoir des valeurs pour le Canada, les dix (10) provinces et les trois (3) territoires;
- **Tendances** pour la période 2019 à 2040 et processus de mise à jour assez simple pour :
 - o le court terme : 2019-2021; le moyen terme : 2022-2030; le long terme : 2031-2040,
 - o que la dernière année de l'historique puisse être facilement mise à jour (avec des données historiques révisées) par l'utilisateur,
 - o que la production d'une prévision révisée (basée sur les valeurs historiques mises à jour) puisse être facilement réalisée par l'utilisateur.

L'entrepreneur doit accomplir les **tâches** suivantes au cours des exercices financiers 2019-2020 et 2020-2021 et tel qu'il indiqué dans le **Tableau 1 : Calendrier, produits livrables et format des rapports**.

Tâche 1. Mettre à jour et personnaliser le CALCULTAUER DU CMAE 1.0 existant

Le CALCULTAUER DU CMAE 1.0 doit être **mis à jour et adapté** pour tenir compte, entre autres, des intrants, des hypothèses et des facteurs clés suivants, à titre de référence :

- Utiliser l'ensemble existant de valeurs du CMAE représentatives régionales fournies par la DEC comme année de début (c.-à-d. 2019);
- Mettre à jour tous les intrants historiques aux valeurs du CMAE, notamment :
 - o **Coûts d'immobilisations** : Coûts de construction de base et coûts totaux d'investissement. Ces derniers comprennent les frais d'intérêts durant la construction. Les coûts de construction de base doivent ventiler les éléments de coût et doivent comprendre, sans s'y limiter, les coûts engagés par le propriétaire avant le début de la construction, les coûts d'ingénierie, les coûts d'approvisionnement et de construction, et les éventualités,
 - o **Ratio emprunts/capitaux propres** : L'entrepreneur doit préciser le ratio emprunts/capitaux propres qu'il choisit et justifier son choix auprès de sources et de recherches réputées. Le ratio emprunts/capitaux propres doit également tenir compte de toute réglementation provinciale ou territoriale qui pourrait influencer sur ce ratio,
 - o **Frais fixes de F et E** : Les coûts fixes sont ventilés par éléments de coût, y compris, sans s'y limiter, les coûts d'entretien fixes, les coûts d'amortissement de la main-d'œuvre et les coûts de financement (séparés du coût d'immobilisations comme le rendement des capitaux propres).
 - o **Dépenses de F et E variables** : Les coûts variables doivent être ventilés par éléments de coût, y compris, sans s'y limiter, les coûts d'entretien variables et le combustible. L'approche susmentionnée doit être conçue de manière à ce que le coût du combustible soit sensible au prix du combustible d'entrée, de sorte que le coût du combustible puisse varier en utilisant des trajectoires de prix du combustible ajustables,
 - o **Coûts du combustible** : Les coûts du combustible sont exprimés en dollars par million d'unités thermiques britanniques (\$/MBTU) et doivent être sensibles aux principaux facteurs économiques sous-jacents qui déterminent la trajectoire des paramètres de coût,
 - o **Débit de chaleur** : Le débit de chaleur, mesuré en unités thermiques britanniques par kilowattheure (BTU/kWh), peut varier considérablement au fil du temps; par conséquent, l'entrepreneur devrait tenir compte d'une gamme de valeurs de débit de chaleur et montrer comment elles évoluent dans le



temps,

- **Coûts de déclassement** : Les coûts de déclassement doivent comprendre les coûts associés au déclassement d'une unité à l'intérieur d'une centrale et les coûts associés au déclassement global d'une centrale électrique type dont la valeur est actualisée à l'année du déclassement,
- **Total du coût moyen actualisé de l'électricité (CMAE)** : L'entrepreneur doit adopter une méthode de calcul du CMAE, comme présenté dans la section **Contexte**.

Le CALCULATEUR DU CMAE 1.0 est maintenant le **CALCULATEUR DU CMAE 2.0**.

Tâche 2. Élaborer un ENSEMBLE DE DONNÉES PRÉVISIONNELLES de tous les INTRANTS en fonction des valeurs du CMAE en utilisant le CALCULATEUR DU CMAE 2.0

Utiliser le **CALCULATEUR 2.0** pour établir un ensemble de données prévisionnelles de tous les **INTRANTS** en fonction des valeurs du CMAE (comme il est indiqué à la tâche 1) pour l'horizon prévisionnel jusqu'en 2040. Ces valeurs doivent tenir compte des tendances historiques et des prévisions des variables économiques, telles que, sans s'y limiter, les facteurs suivants du coût des intrants :

- **Considérations relatives aux investissements** : Quelles sont les caractéristiques futures de l'économie canadienne (ou provinciale) par rapport à d'autres économies qui rendent plus (ou moins) attrayante la construction d'une installation de production d'électricité en particulier?
- **Considérations relatives à la logistique** : Quelles installations de transport (pipelines, capacité de transport d'électricité) existent ou seront construites de manière à fournir les biens et les services nécessaires pour soutenir une installation de production particulière?
- **Considérations relatives aux technologies émergente** : Compte tenu des considérations relatives à la logistique d'une région, quelles sont les considérations technologiques futures pour le développement d'une installation de production précise? Par exemple, les gains d'efficacité du matériel de production d'énergie solaire à court et à moyen terme rendront-ils économiquement faisable la production d'électricité dans les régions nordiques? Par ailleurs, une technologie de production d'énergie éolienne particulière (qui ne convient qu'à une région particulière) est-elle sur le point d'entrer de façon importante sur le marché de la production?
- **Coût marginal (et ses composantes)** : Le prochain MWh d'électricité réparti par type de production est explicitement modélisé.

L'ensemble de données doit également avoir, sans s'y limiter, les caractéristiques suivantes :

- Il doit être créé dans Microsoft Excel (2016) de manière à permettre au personnel d'ECCC de visualiser, de mettre à jour et de créer facilement de nouvelles prévisions de tendances;
- La fréquence doit être annuelle et l'ensemble doit couvrir la période de 2019 à 2040.



Tâche 3. Élaborer un **ENSEMBLE DE DONNÉES PRÉVISIONNELLES** des valeurs **TOTALES** du **CMAE** à l'aide du **CALCULATEUR 2.0**

Utiliser le **CALCULATEUR 2.0** pour créer un **ensemble de données prévisionnelles** des valeurs totales du **CMAE** qui ont les caractéristiques suivantes, sans s'y limiter :

- Les valeurs reflètent les gains d'efficacité ou les percées technologiques importantes et possibles qui pourraient avoir une incidence importante sur les coûts d'immobilisations et d'exploitation de 2019 à 2040;
- Elles intègrent les modifications et les hypothèses dans les facteurs économiques applicables des coûts d'immobilisations et d'exploitation tels que, mais sans s'y limiter : le prix des combustibles à l'échelle internationale, le prix des combustibles à l'échelle du pays, les taux de change, la demande des consommateurs, la croissance globale du PIB, etc.;
- Elles fixent les paramètres de l'influence des facteurs clés, c'est-à-dire qu'elles déterminent une relation entre les facteurs clés (ou hypothèses) et les éléments de coût, par exemple, l'efficacité des turbines à gaz naturel augmentera de X % par année lorsque le prix du gaz naturel double tous les dix ans;
- Elles sont inscrites dans Microsoft Excel (2016) de façon à permettre au personnel de la DEC de visualiser, de mettre à jour et de créer facilement de nouvelles prévisions de tendances;
- La fréquence est annuelle et les valeurs couvrent la période de 2019 à 2040. L'entrepreneur doit s'assurer que le processus de mise à jour est suffisamment simple pour :
 - o que la dernière année de l'historique puisse être facilement mise à jour (avec des données historiques révisées) par l'utilisateur,
 - o que la production d'une prévision révisée (basée sur les valeurs historiques mises à jour) puisse être facilement réalisée par l'utilisateur.

Tâche 4. Évaluer la **QUALITÉ** et la **ROBUSTESSE** globales de la méthode de prévision et des résultats

Pour que la méthode et les résultats soient considérés comme robustes, l'entrepreneur veillera à ce que la méthodologie et les résultats du **CALCULATEUR DU CMAE 2.0** soient **évalués et justifiés** par rapport à la méthodologie et aux résultats de **CALCULATEUR DU CMAE 1.0** en utilisant le tableau suivant :

CRITÈRES	ÉVALUATION/JUSTIFICATION	
	CALCULATEUR 2.0	CALCULATEUR 1.0
Adaptable à l'intrant de l'utilisateur		OUI : <ul style="list-style-type: none"> - Générique : région, année - Financier : inflation, taux de change, taux de réduction (rendement des capitaux propres, taux de la dette à long



		terme) - Coûts des intrants du CMAE
Sensible aux principaux facteurs économiques sous-jacents qui déterminent les paramètres de coûts, par exemple, les effets sur le coût du combustible d'entrée découlant des variations des prix du pétrole brut sur le marché international.		ASSEZ : - Ne s'ajuste qu'au taux d'inflation constant et au taux de change de 2018 (intrant de l'utilisateur)
Illustration de l'influence des paramètres de coûts sur les facteurs clés de la composition <u>future</u> de la production d'électricité, par exemple, si le coût du combustible d'entrée pour les turbines au gaz naturel augmente de X % d'ici 2030, le rendement de ces turbines augmentera de X % au cours de la même période.		NON
Corroboración et justification en confirmant auprès de sources dignes de confiance et en fournissant de la documentation de recherche sur les <u>améliorations technologiques émergentes</u> raisonnables et prévisibles.		NON
Valeurs canadiennes , c'est-à-dire que toute donnée d'intrants doit être d'origine canadienne afin de refléter le mieux possible l'industrie canadienne de l'électricité.		PARTIELLEMENT : coûts des intrants multiples convertis en dollars canadiens de 2018 au moyen des taux de change
Régional , c'est-à-dire avoir des valeurs pour le Canada, les dix (10) provinces et les trois (3) territoires.		OUI
Tendances pour la période de 2019 à 2040 et : - À court terme : 2019 à 2021 - À moyen terme : 2022 à 2030		OUI : - Mais seulement pour les intrants ajustés par l'utilisateur; remarque : il ne s'agit pas d'« équations modélisées »



<ul style="list-style-type: none">- À long terme : 2031 à 2040- Les données historiques peuvent être facilement mises à jour par l'utilisateur- Établir une prévision révisée (basée sur ces valeurs historiques révisées) facilement réalisable par l'utilisateur		
--	--	--

Tâche 5. Finalisation et soumission

L'entrepreneur doit préparer et présenter au représentant du Ministère les versions définitives des produits livrables du projet.

Remarques :

- Les tâches énumérées dans ce document sont détaillées, mais pas nécessairement exhaustives. L'entrepreneur est invité à fournir les autres renseignements qu'il recueillera durant l'exécution des tâches et jugera utiles à l'atteinte des objectifs dudit contrat, et on s'attend à ce qu'il agisse en ce sens.
- Tous les résultats des diverses tâches sont sujets à l'approbation du représentant ministériel.

5. Langue de travail

L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux en anglais et fournir les documents écrits dans un style linguistique conforme à celui qui est d'usage normal en affaires, p. ex. dans les dossiers d'appel d'offres, la documentation de matériels, etc.

6. Produits livrables

Comme l'indique le **Tableau 1 : Calendrier, produits livrables et format des rapports**, ce contrat couvrira les exercices financiers 2019-2020 et 2020-2021.

Produit livrable 1. À la réunion de lancement, présenter le plan de travail et la table des matières pour le rapport écrit

L'entrepreneur soumettra au représentant du Ministère, par écrit, par courrier électronique :

- Un **plan de travail** du projet à appliquer dans le cadre de ce projet qui comprend, sans toutefois s'y limiter :
 - Aperçu des ressources proposées
 - Jalons
 - Échéancier
 - Approche du projet
- Une **table des matières** annotée pour le **rapport provisoire** subséquent mentionné au produit livrable 3

La discussion susmentionnée sur la méthodologie et l'approche doit comprendre l'identification de toute source de données hors du contrôle de l'entrepreneur et les méthodes



de collecte que l'entrepreneur entend utiliser pour obtenir ces données. Cette **table des matières** annotée doit être suffisamment détaillée pour que le lecteur comprenne la nature des éléments inclus.

L'entrepreneur doit également présenter une évaluation détaillée des données dont il estime avoir besoin pour mener à bien le travail exigé. L'évaluation doit comprendre, sans s'y limiter, une discussion sur les lacunes ou les incertitudes en matière d'information associées aux données susmentionnées qui pourraient compromettre la capacité de l'entrepreneur à effectuer les travaux indiqués. La discussion susmentionnée doit comprendre, sans s'y limiter, une évaluation de la façon dont les incertitudes ou les lacunes en matière d'information susmentionnées peuvent influencer sur la qualité des produits livrables et expliquer l'incidence de toute approximation ou solution de rechange sur la façon dont l'information peut être utilisée.

L'entrepreneur doit offrir des choix, par écrit, pour résoudre les incertitudes importantes susmentionnées ou les lacunes en matière d'information, aux fins de sélection et d'approbation écrite par le représentant du Ministère. Le produit livrable 1 susmentionné doit être le produit résultant de l'achèvement de la tâche 1.

Le produit livrable 1 susmentionné doit utiliser un support électronique qui peut être lu et modifié à l'aide du programme Word (version 2007 ou ultérieure) de Microsoft Office pour Windows.

Le produit livrable 1 susmentionné doit être examiné et commenté par ECCC, et des commentaires doivent être fournis à l'entrepreneur dans les deux semaines suivant la réception du produit livrable 1. Les rapports provisoires subséquents tiendront compte des commentaires reçus.

Produit livrable 2. L'entrepreneur préparera un rapport provisoire (en format Microsoft Word) pour examen par le représentant du Ministère

L'entrepreneur s'assurera que le rapport provisoire répond à tous les objectifs du contrat.

Produit livrable 3. L'entrepreneur rédigera une ébauche du rapport définitif

L'entrepreneur présentera une ébauche du rapport définitif pour examen et approbation par le représentant du Ministère.

Produit livrable 4. L'entrepreneur fera une présentation

Une fois le rapport définitif et la base de données terminés, l'entrepreneur fera une **présentation** au représentant du Ministère et devant un auditoire ministériel choisi par le représentant du Ministère.

7. Calendrier, produits livrables et format des rapports

Les produits livrables et le calendrier sont décrits ci-dessous dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Calendrier, produits livrables et format des rapports

N°	Produits livrables	Format du rapport	Calendrier (semaines à compter de la signature du contrat)
1	Produit livrable 1 : Réunion de lancement et soumission du plan de travail du projet	Par téléphone et Microsoft Word	Dans un délai de [4] (Exercice financier 2019-2020)
2	Tâche 1 : Mise à jour et confirmation du CALCULATEUR DU CMAE 2.0	Microsoft Excel	Dans un délai de [8] (Exercice financier 2019-2020)
3	Tâche 2 : Élaboration d'un ENSEMBLE DE DONNÉES PRÉVISIONNELLES d'INTRANTS en fonction des valeurs du CMAE	Microsoft Excel	Dans un délai de [20] (Exercice financier 2019-2020)
4	Tâche 3 : Élaboration d'un ENSEMBLE DE DONNÉES PRÉVISIONNELLES de valeurs du CMAE	Microsoft Excel	Dans un délai de [30] (Exercice financier 2020-2021)
5	Produit livrable 2 : Rédaction d'un RAPPORT PROVISOIRE	Microsoft Word	Dans un délai de [34] (Exercice financier 2020-2021)
6	Produit livrable 3 : Rédaction de l' ÉBAUCHE DU RAPPORT DÉFINITIF	Microsoft Word	Dans un délai de [38] (Exercice financier 2020-2021)
7	Produit livrable 4 : Remise de la PRÉSENTATION	PowerPoint via WebEx	Dans un délai de [40] (Exercice financier 2020-2021)
8.	Fin du contrat (d'ici le 13 mars 2021) Toutes les factures sont soumises		Dans un délai de [44] (Exercice financier 2020-2021)

Tous les produits livrables doivent être soumis dans le format électronique exigé et présentés au représentant du Ministère. En plus du rapport définitif, l'entrepreneur doit remettre au représentant du Ministère des versions électroniques de tous les documents de référence (y compris les rapports, les communications, les notes, les textes et les données brutes) utilisés pour l'exécution du contrat.

8. Contribution de la Couronne

Il incombera à ECCC de fournir aux soumissionnaires une version modifiable du rapport Midgard, du CALCULATEUR DU CMAE 1.0 et de l'ensemble de données qui en résulte, avec tous les ajouts faits par les ECCC depuis sa publication initiale.



ANNEXE B ÉVALUATION DES SOUMISSIONS FINANCIÈRES ET BASE DE PAIEMENT

Le soumissionnaire devra remplir le tableau financier fourni ci-dessous pour la période du contrat. Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, destination FAB, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

La proposition financière doit indiquer une ventilation détaillée du prix total proposé. La proposition financière doit porter sur chacun des éléments suivants, le cas échéant:

- a) Honoraires professionnels
- b) Équipement (s'il y a lieu)
- c) Matériaux et fournitures (s'il y a lieu)
- d) Frais de déplacement et de subsistance (s'il y a lieu)

Tableau 1. Période du contrat : Date du contrat au 31 mars 2021 inclusivement

Description	Coût (\$ CAD)
<u>Paieement 1</u> <ul style="list-style-type: none">• Tâche 1 : Mise à jour et confirmation du CALCULATEUR DU CMAE 2.0• Tâche 2 : Élaboration d'un ENSEMBLE DE DONNÉES PRÉVISIONNELLES d'INTRANTS en fonction des valeurs du CMAE	_____ \$
<u>Paieement 2</u> <ul style="list-style-type: none">• Tâche 3 : Élaboration d'un ENSEMBLE DE DONNÉES PRÉVISIONNELLES de valeurs du CMAE• Produit livrable 2 : Rédaction d'un RAPPORT PROVISOIRE	_____ \$
<u>Paieement 3</u> <ul style="list-style-type: none">• Produit livrable 3 : Rédaction de l'ÉBAUCHE DU RAPPORT DÉFINITIF• Produit livrable 4 : Remise de la PRÉSENTATION	_____ \$
Coût total (TPS/TVH exclues)	_____ \$

L'entrepreneur recevra la valeur du contrat signé conformément à l'échéancier suivant :

1. Un paiement de 30% du coût total plus taxes après l'achèvement, l'exécution et l'acceptation des **Tâches 1 et 2**;
2. Un paiement de 30% du coût total plus taxes après l'achèvement, l'exécution et l'acceptation de **Tâche 3 et Produit livrable 2**; et
3. Un paiement de 40% du coût total plus taxes après l'achèvement, l'exécution et l'acceptation des **Produits livrables 3 et 4**.



ANNEXE C LISTE DE NOMS DU FOURNISSEUR

Environment and Climate Change Canada has endorsed the Integrity Regime developed and implemented by Public Services and Procurement Canada. By submitting a quote, Contractors agree to comply with the provisions of the Integrity Regime and [Ineligibility and Suspension Policy](#) as well as the [Code of Conduct for Procurement](#). / Environnement et Changement climatique Canada a adopté le régime d'intégrité développé et mis en place par Services publics et Approvisionnement Canada. Les fournisseurs acceptent, en soumettant une proposition, de se conformer aux dispositions du régime d'intégrité et la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) ainsi que le [Code de conduite pour l'approvisionnement](#).

In accordance with the PWGSC (now PSPC) [Ineligibility and Suspension Policy](#), the following information is to be provided when bidding or contracting.¹ / Selon la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) de TPSGC (maintenant SPAC), les renseignements suivants doivent être fournis lors d'une soumission ou de la passation d'un marché.¹

* Mandatory Information / Informations obligatoires

* Complete Legal Name of Company / Dénomination complète de l'entreprise	
* Operating Name / Nom commercial	
* Company's address / Adresse de l'entreprise	* Type of Ownership / Type d'entreprise
	<input type="checkbox"/> Individual / Individuel <input type="checkbox"/> Corporation / Corporation <input type="checkbox"/> Joint-Venture / Coentreprise
* Board of Directors² / Membres du conseil d'administration² (Or provide the list as an attachment / Ou mettre la liste en pièce-jointe)	
First name / Prénom Last Name / Nom	Position (if applicable) / Position (si applicable)



¹ **List of names:** All suppliers, regardless of their status under the Policy, must submit the following information when participating in a procurement process:

- suppliers that are corporate entities, including those bidding as joint ventures, must provide a complete list of the names of all current directors or, for a privately owned corporation, the names of the owners of the corporation;
- suppliers bidding as sole proprietors, including sole proprietors bidding as joint ventures, must provide a complete list of the names of all owners; or
- suppliers that are a partnership do not need to provide a list of names.

² Board of Governors /Conseil des gouverneurs; Board of Managers /Conseil de direction; Board of Regents /Conseil de régents; Board of Trustees / Conseil de fiducie; Board of Visitors /Comité de réception

Liste des noms: Tous les fournisseurs, peu importe leur situation au titre de la Politique, doivent présenter les renseignements ci-dessous au moment de prendre part à un processus d'approvisionnement:

- les fournisseurs constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les administrateurs actuels ou, dans le cas d'une entreprise privée, des propriétaires de la société;
- les fournisseurs soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant en tant que coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires;
- les fournisseurs soumissionnant à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms.



ANNEXE D

FORMULAIRE ANCIENS FONCTIONNAIRES – SOUMISSION CONCURRENTIELLE

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire sont sujet à un examen scrupuleux du public et afin de s'assurer qu'ils constituent une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, selon le cas, les renseignements requis n'ont toujours pas été fournis à la fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour fournir les renseignements. Le défaut de se conformer aux exigences et à la demande du Canada dans les délais prévus entraînera l'irrecevabilité de la soumission.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. une personne physique;
- b. une personne physique qui s'est incorporée;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**



Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

Nom et signature

Date